



**Plan de Prévention des  
Risques Technologiques de DGA  
Essais de missiles  
site de Saint-Jean-d'Illac**

**Communes de Lanton - Le Temple  
Saint-Jean-d'Illac**

**Pièce 2 - Règlement**

*Approuvé le 35'b ck4235*

# SOMMAIRE

<b>TITRE I : Portée du PPRT, dispositions générales.....</b>	
Article I.1 - Champ d'application.....	
Article I.2 - Objectifs du PPRT.....	
Article I.3 - Effets du PPRT .....	
Article I.4 - Portée du règlement.....	
Article I.5 - Voies et délais de recours.....	
Article I.6 – Définitions.....	
 <b>TITRE II : Règlementation des projets de constructions nouvelles, de réalisation d'ouvrages, d'aménagements .....</b>	
 Chapitre I- Dispositions d'urbanisme applicables en zone : r+Pro.....	
Chapitre II - Dispositions d'urbanisme applicables en zone R.....	
Chapitre III - Dispositions applicables en zone Grise « G ».....	
Article III.1 - Dispositions d'urbanisme.....	
Article III.2 - Conditions générales d'utilisation, d'exploitation et de construction.....	
 Chapitre IV - Prescriptions sur les usages applicables dans les 3 zones .....	
Article IV.1 – Routes.....	
Article IV.2 Transport de Matières Dangereuses.....	
Article IV.3 Transports collectifs.....	

# TITRE I : Portée du PPRT, dispositions générales

## **Article I.1 - Champ d'application**

Le présent règlement du plan de prévention des risques technologiques s'applique aux communes de Saint Jean d'Illac, Lanton et Le Temple, soumises aux risques technologiques présentés par le site militaire DGA – essais de missiles, implanté sur les communes sus-nommées.

En application des dispositions des articles L515-15 et suivants et R515-39 et suivants du code de l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux, à toutes constructions et installations situés à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques.

## **Article I.2 - Objectifs du PPRT**

Le PPRT est un outil réglementaire qui participe à la prévention des risques industriels dont les objectifs sont en priorité :

- de contribuer à la réduction des risques à la source par, en particulier, la mise en œuvre de mesures complémentaires (à la charge de l'exploitant) ou supplémentaires,
- d'agir sur l'urbanisation existante et nouvelle afin de limiter et, si possible, de protéger les personnes des risques résiduels.

Cet outil permet d'une part d'agir par des mesures foncières sur la maîtrise de l'urbanisation existante à proximité des établissements industriels à l'origine des risques et d'autre part d'interdire voire de limiter l'urbanisation nouvelle. Des mesures de protection de la population, en agissant en particulier sur les biens existants, peuvent être prescrites ou recommandées.

Le plan délimite un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre (extrait de l'article L. 515-15 al. 2 du code de l'environnement).

## **Article I.3 - Effets du PPRT**

Le PPRT approuvé vaut servitude d'utilité publique en application de l'article L. 515-23 du Code de l'Environnement. A ce titre, conformément à l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme, le PPRT approuvé est annexé au Plan Local d'Urbanisme dans un délai de trois mois à compter de son approbation.

En cas de contradictions ou d'incertitudes entre le document d'urbanisme et le PPRT, les dispositions les plus contraignantes s'appliquent.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un PPRT ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues par l'article L 480-4 du code de l'urbanisme.

Le PPRT peut être révisé sur la base d'une évolution de la connaissance ou du contexte, dans les formes prévues par l'article R.515-44 du code de l'environnement.

## **Article I.4 - Portée du règlement**

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, aménagements, travaux ou activités, sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Il définit :

- des règles d'urbanisme ;
- des règles de construction dont la mise en œuvre est placée sous la responsabilité des pétitionnaires ;
- des règles d'exploitation et de gestion ;
- des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde, pouvant aller jusqu'à la réalisation de travaux, ainsi que des mesures à réaliser sur les biens existants. Dans ce cas, leur mise en œuvre ne s'impose que dans la limite du coût fixé de 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à cette même date. La loi du 30 juillet 2003 rend éligible au crédit d'impôt sous certaines conditions, les travaux prescrits par le PPRT et effectués par les particuliers ;
- des mesures foncières (*droit de préemption, droit de délaissement*).

**Les constructions, installations, travaux ou activités qu'ils soient soumis ou non à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable doivent être réalisés dans le respect des dispositions du présent PPRT sous la seule responsabilité de leurs auteurs.**

L'organisation de rassemblement, de manifestation sportive, culturelle (type « rave party », cirque, spectacle de plein air...) commerciale ou autre, sur terrain un nu, public ou privé, ne relève que du pouvoir de police générale du maire ou, le cas échéant, selon le type de manifestation, du pouvoir de police du préfet. Les restrictions imposées par le PPRT ne peuvent donc pas concerner une utilisation de l'espace qui se déroulerait sur un terrain nu, dépourvu de tout aménagement ou ouvrage préexistant à la date d'approbation du PPRT

### **Article I.5 – Voies et délais de recours contre le PPRT**

L'arrêté préfectoral approuvant le PPRT peut faire l'objet d'une saisine du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter des formalités de sa publication. Le requérant peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté préfectoral approuvant le PPRT.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant, soit la date de réponse de l'autorité saisie, soit l'absence de réponse valant rejet implicite du recours.

### **Article I.6 – Définitions**

- « **Périmètre d'exposition aux risques (PER)** » : secteur à l'intérieur duquel s'applique le présent règlement. Il correspond à la zone de risques générés par l'activité à l'origine du risque. Ce périmètre est représenté graphiquement sur les cartes de zonage par un trait rouge épais .

- « **Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE)** » : Au sens de l'article L511-1 du code de l'environnement, constituent des ICPE « *Les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.* ». A noter que les carrières, au sens des articles L100-2 et L311-1 du code minier constituent également des ICPE.

## **TITRE II : Réglementation des projets de constructions nouvelles, de réalisation d'ouvrages , d'aménagements et d'extensions de constructions existantes.**

Le périmètre du présent PPRT est découpé en 3 zones de risque :

- **une zone « r+Pro »** correspondant au risque **de projection**; dans cette zone le principe d'interdiction stricte prévaut. La population exposée aux risques ne devra pas être augmentée.

- **une zone « R »** correspondant au risque **de surpression**; dans cette zone le principe d'interdiction stricte prévaut. La population exposée aux risques ne devra pas être augmentée.

- **une zone « G »** correspondant à l'enceinte du site DGA relatif à l'installation à l'origine des risques objet du présent PPRT.

La nature et la création de ces zones est justifiée et expliquée dans la note de présentation qui accompagne le présent règlement.

### ***Chapitre I- Dispositions d'urbanisme applicables en zone r+Pro***

Est strictement interdite toute construction, toute installation, toute réalisation d'ouvrage et d'aménagement.

### ***Chapitre II - Dispositions d'urbanisme applicables en zone R II.***

Est strictement interdite toute construction, toute installation, toute réalisation d'ouvrage et d'aménagement.

### ***Chapitre III - Dispositions applicables en zone Grise « G »***

#### ***Article III.1 Dispositions d'urbanisme***

Seules sont autorisées, sous réserve du respect des règles définies à l'article III.2 et dès lors qu'elles sont liées à l'activité à l'origine du risque technologique ou destinées à son gardiennage ou à sa surveillance :

- les constructions, les activités et les usages indispensables à l'activité à l'origine du risque technologique ;
- les extensions, les aménagements ou les changements de destination des constructions existantes (au sens de l'article R123-9 du code de l'urbanisme) ;

#### ***Article III.2 – Conditions générales d'utilisation, d'exploitation et de construction***

Elles sont fixées par décret d'autorisation ministérielle de la défense au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) relevant du ministre de la Défense.

### ***Chapitre IV - Prescriptions sur les usages applicables dans les 3 zones***

#### ***Article IV.1 – Routes***

Une signalisation de danger industriel, à destination des usagers, devra être mise en place au niveau des entrées de la route départementale N° D213 et des dessertes locales traversant le périmètre d'exposition aux risques.

Tout aménagement ou nouvelle signalisation à caractère pérenne visant à augmenter significativement le trafic sur la voie visée, sont interdits.

Tout aménagement temporaire devra faire l'objet d'une étude préalable en liaison notamment avec les services de la protection civile et le service départemental d'incendie et de secours et devra être le plus limité possible dans le temps.

#### ***Article IV.2 Transport de Matières Dangereuses***

Le stationnement des véhicules de transport de marchandises dangereuses est interdit sur les voies publiques .

#### ***Article IV.3 Transports collectifs***

Les arrêts de bus sont interdits sur les voies publiques.